Migrants, sans-papiers… ouvrons les frontières !

Solidarité entre les peuples contre l'impérialisme !

L'Europe-forteresse face à la crise des migrants

L'actualité de la rentrée a été marquée par la tragédie des migrants : les centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants fuyant leurs pays ravagés par la guerre, les massacres et la terreur, prêts à tout, au risque de leur vie, pour trouver refuge en Europe.

Cela faisait des mois que les gouvernements faisaient comme s'ils ne voyaient pas les centaines de milliers de réfugiés syriens, irakiens ou afghans, entassés dans des camps aux frontières de l'Europe, les milliers de victimes en Méditerranée (depuis 2000, 22 000 migrants y ont trouvé la mort, 2 643 depuis le début de l'année), ou les centaines de migrants morts asphyxiés dans des camions ou des containers, exploités par des passeurs sans scrupules.

Depuis le début de l'année, près de 500 000 personnes ont franchi la Méditerranée pour rejoindre l'Europe, 5 fois plus que l'an dernier. C'est la crise la plus aigüe que l'Europe ait connue depuis 30 ans.

Les dirigeants européens, cyniques et hypocrites !

La situation insoutenable des migrants a provoqué une révolte et un élan de solidarité populaire dans plusieurs pays européens, qui a contraint les gouvernements à changer de discours.

En Angleterre, Cameron a fait volte-face sous la pression des mobilisations massives de la population en faveur des réfugiés. Alors qu'il considérait comme une « *agression* » les tentatives de passage des migrants depuis Calais, il a dû annoncer publiquement l'accueil de 20 000 réfugiés syriens supplémentaires d'ici 5 ans.

De son côté, Merkel se fait la championne de l'accueil des réfugiés. Championne intéressée… par la création d'une armée industrielle de réserve pour augmenter la concurrence entre les salariés. L'Allemagne est aussi un pays vieillissant dont l'avenir de l'économie dépend d'un apport de main d'œuvre estimée à près d'un million de salariés immigrés dans les années à venir. D'autant que ces travailleurs syriens ont un niveau de diplôme et de qualification beaucoup plus élevé que la moyenne des migrants.

Hollande, le champion des quotas… et de la morale, a dû rappeler que l'asile politique est un droit. Mais tous, quelle que soit leur étiquette politique, de se battre pour accueillir le moins de réfugiés dans le cadre des quotas européens !

L'Europe envahie ? Mensonges !

Selon le Haut-Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies (UNHCR), 10 millions de Syriens (sur plus de 22 millions) ont fui leur domicile depuis mars 2011. Seulement 4 millions d'entre eux environ ont franchi la frontière (3 988 857 recensés).

C'est la Turquie (1 758 092), le Liban (1 196 560, soit un quart de sa population) et la Jordanie (628 427), qui accueillent le plus de réfugiés.

L'Irak et l'Egypte en accueillent près de 400 000. En Afrique du Nord, ils sont officiellement 24 055.

Toujours selon l'UNHCR, en juillet 2014, l'Europe n'avait accordé l'asile qu'à 112 170 réfugiés.

Aujourd'hui, la commission européenne ne discute de la répartition que de 160 000 réfugiés syriens entre les 28 pays de l'UE.

« Bons » et « mauvais » migrants ?

Les dirigeants européens des puissances impérialistes pleurent des larmes de crocodile sur les réfugiés syriens et le devoir de les accueillir, mais tous les migrants ne sont pas les bienvenus. Il y aurait les « *bons* » et les « *mauvais* » migrants. L'indulgence de l'Europe s'arrête aux 160 000 réfugiés politiques syriens qui fuient les massacres et la guerre dans leur pays. Mais la « *fermeté* » de l'Europe reste de mise à l'égard des migrants dits irréguliers, indésirables, ceux qui ne fuient « que » la misère et n'auraient pas vocation à s'installer en Europe, comme l'a déclaré le ministre de l'Intérieur Cazeneuve devant l'assemblée nationale.

« L'UE a vocation à accueillir ceux qui fuient les persécutions et les conflits. Elle ne pourra toutefois le faire dignement que si elle s'en donne les moyens, notamment en mettant en place une politique de retours ferme et ambitieuse ».

Bernard Cazeneuve

C'est la même politique qui continue. Pour les réfugiés de par le monde, réfugiés des guerres, de la pauvreté, des massacres et persécutions, du pillage des multinationales... les frontières restent fermées.

Réfugiés économiques ou politiques ? C'est oublier que ce sont les mêmes politiques dévastatrices de l'impérialisme qui engendrent à la fois la guerre et la misère. La plupart des réfugiés, comme ceux du Mali ou de Côte d'Ivoire, par exemple, sont bien souvent chassés par la misère engendrée par la guerre.

« Ceux qui viennent en Allemagne pour des raisons de détresse économique ne pourront pas rester en Allemagne. Aussi dure soit leur vie, c'est pourtant la vérité ».

Angela Merkel

Les patrons français ne s'y trompent pas !

Au nom des PDG de Total, Sodexo, Michelin et autre Air Liquide, Gattaz a déclaré que « les réfugiés sont une chance pour la France », et a annoncé vouloir « venir en aide aux réfugiés », et même en embaucher certains.

Comme en Allemagne, ils ont besoin de main-d'œuvre disponible, qualifiée et pas chère !

Distinguer les migrants, c'est laisser croire que les migrants économiques qui fuient la misère et le dénuement de leurs pays, pillés par les multinationales capitalistes, pourraient mettre en péril l'économie de pays riches comme la France. Les gouvernements prennent prétexte du chômage massif pour justifier leur politique d'exclusion. Mais ce chômage est le résultat de la course capitaliste au profit, alors que des centaines de milliers d'emplois seraient nécessaires dans les écoles, les hôpitaux, les transports...

La mise en concurrence des salariés, natifs, immigrés, migrants, ou sans-papiers est exploitée pour diviser, empêcher les solidarités de se construire ; elle renforce les préjugés réactionnaires et xénophobes et ne profite qu'au patronat.

Réfugiés politiques ou économiques, droit d'installation pour tous !

La réponse de l'Europe en crise : militarisation et répression

Le rejet des migrants économiques se traduit déjà à l'échelle européenne par de nouvelles mesures de répression : la création et le renforcement de « hotspots », centres de rétention et de tri à l'entrée de l'espace Schengen (Grèce, Italie, Hongrie), pour repousser, après procédure expéditive, ceux qui ne relèvent pas de la convention de Genève de 1951 relative aux réfugiés.

En France, les mesures de contrôle de l'immigration sont d'ores et déjà renforcées ; 900 postes supplémentaires ont été débloqués pour la police aux frontières.

« Ces hotspots doivent permettre l'enregistrement, ils doivent conduire à la rétention aussi longtemps que l'enregistrement n'a pas eu lieu et ils doivent permettre la mise en œuvre des dispositifs de retour de ceux qui n'ont pas vocation à bénéficier de la protection en Europe, d'où la nécessité d'armer Frontex ».

Bernard Cazeneuve

(14 sept à Bruxelles, réunion des ministres européens de l'intérieur)

Le tri des migrants va être facilité par la création d'une liste commune européenne de « pays sûrs ». Pour les migrants de ces Etats, c'est le refoulement assuré, avec procédure accélérée pour le refus de visas.

Aux frontières de l'Europe-forteresse en crise, c'est la militarisation accrue, avec des moyens supplémentaires pour l'agence Frontex (agence européenne de contrôle aux frontières), l'externalisation et la délégation accrues des contrôles migratoires, ainsi qu'une coordination plus étroite entre Frontex et les autres agences européennes de police (Europol), ou de justice (Eurojust).

Comble de l'aberration, s'opposer au flux des migrants, les expulser, coûte bien plus cher que les accueillir.

1ère, 2ème, 3ème génération... l'immigration a toujours enrichi les pays d'accueil

Pressions économiques et besoins du patronat : la France et l'Europe ont toujours été terres d'immigration

Dans tous les pays d'Europe, comme en Amérique, la classe ouvrière est le produit des vagues successives de migrations.

Dès avant 1850, travailleurs Belges et Allemands font tourner les filatures et les premières mines du Nord et de la région parisienne. Après 1870 jusqu'en 1914, des centaines de milliers d'Italiens fuyant la misère, s'installent en France ou en Allemagne pour faire les beaux jours des patrons de la sidérurgie, des mines, des chemins de fer, gros exploiteurs de main d'œuvre. Puis c'est le tour des Polonais d'émigrer massivement vers les centres industriels allemands ou français, en même temps que des centaines de milliers de travailleurs pauvres venant d'Espagne ou du Portugal.

Dans les années 1920, deux millions d'ouvriers étrangers s'installent en France dont 500 000 venant de Pologne.

Migrants polonais, gare d'Oignies (Pas-de-Calais), années 20

50 millions d'européens, par vagues successives d'émigration entre 1840 et 1940 ont fait la classe ouvrière américaine.

Les migrations internes, provoquées par la ruine des petits producteurs et paysans concurrencés par la grande industrie, ou victimes des crises économiques, ont aussi transformés bretons, auvergnats ou basques en migrants intérieurs, qui ont peuplé par dizaines de milliers les grandes villes industrielles tout au long du XXème siècle.

Ce sont ces vagues migratoires successives qui ont donné à la France son visage actuel, bien loin du vieux mythe de « nos ancêtres les gaulois ». Nous sommes tous plus ou moins fils, petits-fils ou arrière-petits-fils de migrants. L'identité nationale est une absurdité !

Immigrés... de gré ou de force !

Immigrants portugais - 1965

Quand les besoins du patronat demandaient encore plus de main d'œuvre, l'Etat fit venir des travailleurs de plus loin, avec ou sans leur consentement.

Après la guerre de 14, pour les besoins de la reconstruction, en plus des espagnols et portugais, il fit venir massivement des colonies des travailleurs d'Algérie, d'Indochine ou de Chine.

C'est aussi le cas à la Libération. De Gaulle propose d'« *introduire, au cours des prochaines années, avec méthode et intelligence, de bons éléments d'immigration dans la société française* ». La xénophobie de l'Etat colonial français ne date pas d'aujourd'hui !

Le patronat manque cruellement de main d'œuvre et les frontières s'ouvrent alors largement à une nouvelle génération de migrants venant d'Espagne, d'Italie, de Yougoslavie et massivement du Portugal à partir de 1960.

Trains spéciaux et centres de tri de migrants... l'Etat est alors le pourvoyeur d'une véritable traite de force de travail. Pas d'immigration clandestine ! Tous les migrants sont alors rapidement régularisés.

Bidonville dans la région parisienne - 1965

Le patronat organise aussi ses propres filières de recrutement, vers les villages d'Afrique du Nord.

C'est l'époque des bidonvilles à la périphérie des grandes agglomérations françaises, comme à Nanterre ou à Champigny.

Indispensables à l'économie, les travailleurs immigrés n'en sont pas moins méprisés, maltraités, maintenus dans des conditions de vie indignes, victimes du racisme, héritage de l'histoire coloniale de l'impérialisme français.

Ces millions de nouveaux migrants, qui ont occupé les postes les plus durs et les moins payés de l'industrie, ont été les artisans de la reconstruction de la France et de l'Europe.

L'Europe en crise ferme ses frontières

Largement ouvertes quand il s'agit d'accueillir la main d'œuvre nécessaire aux besoins de l'industrie capitaliste, les frontières se ferment tout aussi vite en période de crise. Quand éclate la crise des années 30, les travailleurs étrangers sont les premiers licenciés et... expulsés.

Le préfet du Pas-de-Calais, à propos des mineurs polonais en 1929 : « *Ils vivent en groupe, n'ont que peu ou pas de rapports avec nos ressortissants, encouragés en cela par leur ministre du culte... quelle est l'aptitude de l'immigrant polonais à s'assimiler ? La réponse est nette : aucune !* ».

Le gouvernement Laval fait voter en 1932 une loi « *protégeant la main-d'œuvre nationale* » qui fixe les « *proportions* » de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés « *par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région* » dans le secteur privé.

Les Polonais, deuxième nationalité étrangère de France après les Italiens, sont officiellement 507 000 en 1931. A partir de 1931, le gouvernement et le patronat organisent l'expulsion de familles, vident des quartiers entiers de cités minières avec 48 heures pour rassembler 30 kilos de bagages par personne et se présenter à la gare.

100 000 travailleurs polonais et leur famille sont expulsés entre 1931 et 1936.

Expulsion de familles polonaises à Leforest 1934

Depuis 1974, la longue série des loi anti-immigrés
Une politique xénophobe qui renforce le racisme, les idées réactionnaires et... le FN

La crise de la fin des années 70 marque la fin des *Trente Glorieuses*.

En même temps qu'ils s'attaquent à tous les travailleurs, les gouvernements européens ferment leurs frontières et désignent les travailleurs immigrés comme un danger pour leur économie et comme un problème pour la société. « *On ne peut pas accueillir toute la misère du monde* » disait Rocard, Premier ministre de Mitterrand en 88.

Des chiffres... qui contredisent le discours réactionnaire et démagogique !

Contrairement aux discours qui agitent la peur d'une prétendue invasion d'immigrés pour justifier les politiques répressives et sécuritaires, la situation de l'immigration en France est restée relativement stable ces trente dernières années.

Depuis 1974, date de la suspension officielle de l'immigration économique, moins de 200 000 étrangers extra-européens ont été autorisés chaque année à s'installer sur le territoire, un chiffre dérisoire rapporté aux 65 millions d'habitants du pays. Quant aux travailleurs sans titres de séjour, les « sans-papiers », leur nombre n'a jamais dépassé les 300 à 400 000, selon le ministère de l'Intérieur.

Aujourd'hui, n'en déplaise à Marine Le Pen qui agite la peur d'une « invasion migratoire, comparable aux grandes invasions du IVème siècle », ou aux propos nauséabonds de Sarkozy, comparant l'arrivée des migrants en Europe à une « fuite d'eau », les 400 000 réfugiés qui ont frappé aux portes de l'Europe cette année, c'est... 0,1 % de la population européenne !

Avec le chômage de masse qui s'installe, les pays européens contrôlent strictement leur immigration et pratiquent depuis 1974 « *l'immigration choisie* »... choisie en fonction des besoins du patronat en métiers qualifiés qui manquent de main d'œuvre.

Tous les gouvernements ont rivalisé dans la propagande nationaliste, démagogique et xénophobe, pour diviser les travailleurs, les affaiblir face aux attaques du patronat qui les met en concurrence pour baisser le « *coût du travail* ». Une politique qui a fait le lit du Front national.

Un arsenal de lois de plus en plus répressives, votées sous la droite comme sous la gauche

• 1972 : Raymond Marcellin, ministre de Pompidou, conditionne l'attribution d'une carte de séjour à la signature d'un contrat de travail. Immigration et emploi sont liés. C'est le début des premiers contrôles du « *flux migratoire* ». Ils provoquent les premières mobilisations de « sans-papiers » et notamment des grèves de la faim.

• 1974 : **Giscard suspend l'immigration dite « de travail »**. Seul subsiste le regroupement familial.

• 1976 : Restriction des conditions du regroupement familial (conditions de ressources et de logement).

• 1978 : **Organisation de retours en partie forcés d'une partie de la main-d'œuvre étrangère en situation régulière.** Les travailleurs d'Afrique du Nord sont particulièrement visés par ces mesures.

• 1980 : **La loi Bonnet** s'attaque à l'immigration clandestine, considérée comme menace pour l'ordre public. L'immigré sans-papier est expulsé, reconduit à la frontière ou détenu s'il ne peut quitter immédiatement le territoire.

1981 - Le gouvernement d'Union de la Gauche avec ses ministres communistes

• 1984 : **Mitterrand fait voter une loi qui stoppe l'immigration économique**.

Le Parti communiste s'engouffre dans la brèche. Il déclare : « *Il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage* ». La destruction au bulldozer à Noël 1980, d'un foyer de Vitry-sur-Seine (municipalité communiste) où venaient de s'installer 300 Maliens jugés indésirables, démontre où peut conduire le nationalisme.

Entre 1981 et 1983, malgré quelques gestes d'assouplissement de la loi d'expulsion ou la régularisation de 130 000 sans-papiers, (puis de 90 000 sous le gouvernement Jospin à partir de 1997), le parti socialiste contrôle plus fermement les nouvelles entrées de migrants.

• 1986 : **La loi Pasqua rétablit le régime d'expulsion antérieur à la loi du 29 octobre 1981.**

Pasqua, Ministre de l'Intérieur, organise le premier renvoi de sans-papiers par charter : c'est le charter des « 101 Maliens ». D'octobre 1986 à janvier 1987, 6 500 étrangers voyagent sur « *les charters de la honte* ».

• 1992 : La loi renforce la lutte contre le travail clandestin et l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France.

La loi Quilès instaure les « zones d'attente » dans les ports et aéroports, qui maintiennent en rétention les étrangers et les demandeurs d'asile non admis sur le territoire.

• 1993 : **réforme du code de la nationalité** : remise en question de l'acquisition de la nationalité française, à la naissance, pour les enfants nés en France de parents nés en Algérie avant l'indépendance. **La loi Méhaignerie abolit le droit du sol**. Les jeunes nés sur le territoire doivent « demander » la nationalité.

• 1994 : contrôles d'identité facilités aux abords des frontières intérieures de l'espace Schengen, en direction des demandeurs d'asile.

• 1996 : 1500 CRS évacuent par la force les 200 occupants de l'église Saint-Bernard, qui demandent des papiers.

• 1998 : Les préfets sont sommés d'organiser le retour dans leur pays des étrangers sans papiers non régularisés. Le gouvernement Jospin leur demande de déroger à la loi en adoptant une procédure d'introduction simplifiée pour les ingénieurs informaticiens.

• 2002 : Sarkozy, ministre de l'intérieur de Chirac, renforce tout l'arsenal de répression anti-immigré, avec en particulier une loi de sécurité intérieure contre « l'immigration clandestine », et la politique du chiffre, renforcée en 2007.

Depuis, les mesures répressives contre les migrants n'ont fait que se renforcer. La gauche au pouvoir depuis 2012 n'a remis en question aucune des lois Sarkozy-Hortefeux, pas plus que les précédentes.

C'est lois n'ont rien changé au nombre d'immigrés arrivant et vivant en France, comme ailleurs en Europe, car rien ne peut empêcher les migrants de risquer leur vie en tentant de fuir la guerre, la misère, la dictature, les ravages de la domination impérialiste.

Contre l'Europe des barbelés et de l'austérité, unité des travailleurs et des peuples !

Schengen : l'Europe-forteresse, fermée aux travailleurs pauvres

En 1985, l'Europe (26 Etats dont la Suisse) met en place l'espace Schengen.

Alors que les marchandises circulent librement et ne connaissent pas les frontières, les Etats européens maintiennent leur politique migratoire. Les frontières restent fermées aux travailleurs non communautaires.

L'Europe-forteresse de Schengen, c'est tout un arsenal répressif renforcé vis-à-vis des migrants non européens, la collaboration des polices pour rejeter la masse des travailleurs pauvres qui tentent d'en franchir les frontières. Son bras armé, l'agence Frontex, surveille, contrôle, interpelle, refoule.

Quand toute la classe politique, Cazeneuve en tête, réclame plus de moyens pour Frontex, plus d'agents en mer, il faut comprendre que ce sera plus de contrôle et, en conséquence, plus de morts.

Les passeurs, exploiteurs sans scrupules de la détresse des migrants, sont souvent montrés du doigt par les gouvernements, mais leur sinistre commerce ne prospère que parce que ces derniers renforcent les frontières et ferment les yeux sur l'exploitation par le patronat des migrants clandestins dont il a besoin.

Même dans cette « *Europe de la liberté, de la sécurité et de la justice* » vantée par les traités, les travailleurs européens les plus pauvres ne sont pas les bienvenus. Travailleurs roumains et bulgares ne peuvent travailler et s'installer en France que depuis le 1er janvier 2014, alors que leurs pays sont intégrés à l'Europe depuis 2007, permettant aux industriels européens d'y exporter leur production, implanter leurs usines, et d'y exploiter une main d'œuvre locale à des salaires dérisoires. C'est encore le sort des travailleurs croates, dont le pays a rejoint l'Union européenne mais qui n'en connaîtront les droits qu'en… 2020.

Demandeurs d'asile, immigrants économiques « clandestins » ou déboutés du droit d'asile subissent la même traque dans toute l'Europe. C'est les travailleurs pauvres que l'Europe traque, pourchasse et réprime. Les riches réfugiés du Moyen-Orient font eux, flamber les prix de l'immobilier à Paris…

Retour de bâton de la domination, du pillage et des guerres impérialistes

Hollande s'est empressé d'utiliser l'émotion suscitée par le drame des migrants pour annoncer l'intervention directe de la France en Syrie, avec des vols de reconnaissance et des frappes. Sous prétexte de lutter contre le terrorisme et contre Daech, accusés d'être responsables de l'afflux des réfugiés en Europe, il intensifie son implication dans la guerre menée au Moyen-Orient, au coude à coude avec l'impérialisme US et anglais, pour maintenir leur domination et leur contrôle sur les richesses de la région.

La déstabilisation de la région, qui n'est plus que champ de ruines, chaos économique et politique, a engendré la monstruosité de l'Etat islamique, dont l'impérialisme porte l'entière responsabilité.

Le drame migratoire des réfugiés du Moyen-Orient, comme d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine est la conséquence de la politique libérale et impérialiste des grandes puissances, des guerres qu'elles mènent pour soumettre les peuples, du pillage de leurs richesses, de la misère qu'elles répandent en les étouffant par la dette au profit des multinationales et des actionnaires dont les gouvernements de tous bords défendent les intérêts.

Non aux frappes aériennes, non à l'intervention en Syrie ! A bas la guerre impérialiste !

Combattre les politiques sécuritaires et la répression !

Intervention policière à la Halle Pajol à Paris - juillet 2015

Au renforcement des frontières s'ajoute celui des politiques sécuritaires contre tous ceux qui s'y opposent et soutiennent l'accueil des migrants. Les dispositifs policiers, de surveillance, de contrôle et de répression accrus s'exercent contre toute la société.

L'Etat n'hésite pas à intimider, pourchasser, voire condamner les militants, les bénévoles ou les simples citoyens révoltés par le sort réservé aux migrants et sans-papiers, qui les soutiennent.

De fait, depuis l'instauration des objectifs chiffrés de Sarkozy en 2002, les poursuites à l'encontre des soutiens aux réfugiés et sans-papiers se sont multipliées. Militants s'opposant physiquement aux reconduites musclées à la frontière, passagers d'avions bloquant un départ pour empêcher l'expulsion d'un sans-papier, simples citoyens choqués par la violence des rafles et intervenant contre la police... les arrestations, garde à vues, passages devant les tribunaux n'ont pas cessé.

Le 9 octobre 2015, un migrant et trois soutiens sont passés en jugement pour avoir participé au mois d'août à l'action des réfugiés qui ont occupé leur centre Emmaüs dans le 14e arrondissement à Paris. Anne Hidalgo a déclaré qu'elle voulait « *faire un exemple* ».

De l'air, ouvrons les frontières !

Malgré le renforcement des frontières, le nombre de migrants, prenant de plus en plus de risques mortels pour trouver refuge en Europe ne cesse d'augmenter. Il ne peut y avoir de solution « humaine » avec la politique des quotas.

C'est les frontières qui tuent. Ouvrons les frontières sans condition à tous les migrants, politiques et économiques !

Un préjugé à combattre

Sur les 50 millions de réfugiés recensés dans le monde fuyant des guerres ou des conflits, moins de 1 % sont accueillis en Europe. L'immense majorité des réfugiés restent dans les pays pauvres voisins.

Contrairement à un préjugé répandu, les migrations « sud-sud » restent de loin plus importantes que les migrations « sud-nord ».

Solidarité des opprimés !

Les politiques anti-immigrés dans l'Europe en crise, qui divisent les travailleurs et les mettent en concurrence, servent d'abord le patronat : salaires et conditions de travail tirés vers le bas, régression du droit du travail... C'est tous ensemble, natifs, migrants et sans-papiers qu'il faut se battre contre l'austérité et pour nos droits, au travail, à la circulation, à l'installation, à des papiers pour tous. Ne laissons pas nos adversaires nous diviser !

S'opposer à cette société qui dresse les peuples les uns contre les autres, qui renforce les frontières et les mesures de contrôle et de surveillance des populations, c'est défendre l'accueil inconditionnel des migrants, l'ouverture des frontières, la régularisation de tous les sans-papiers, la liberté de circulation et d'installation, la réquisition des logements vides, la fin des interventions militaires et l'annulation de la dette qui étrangle les peuples.

Les Roms, citoyens européens mais parias de l'Europe

Il y a en France près de 20 000 Roms étrangers surtout originaires de Roumanie et de Bulgarie. Ils vivent dans 450 bidonvilles ou squats. Ce sont des migrants économiques qui fuient la misère et les discriminations dans leur propre pays.

Expulsion d'un camp de Roms à Mérignac

Citoyens européens depuis 2007, ils ne peuvent bénéficier d'un statut de réfugiés politiques. Mais pauvres et précaires, ils restent des citoyens européens de seconde zone. Ainsi, l'État français a maintenu de 2007 à janvier 2014 un statut transitoire limitant leur droit d'accès au travail en contradiction avec le droit européen.

Depuis des années, que ce soit avec Sarkozy ou avec Hollande-Valls, les bidonvilles sont régulièrement détruits par la police, à la demande des propriétaires, privés ou publics. Selon le dernier rapport du collectif national droits de l'homme *Romeurope*, trois bidonvilles ont été détruits chaque semaine en 2014, soit plus de 13 000 personnes expulsées. Il y en avait eu 19 000 en 2013, un record.

Ces expulsions à répétition constituent un « *système de mise au ban de la société française contre les Roms* ». Malgré la soi-disant « *mission nationale de résorption des bidonvilles* » lancée par le gouvernement en 2014, « *moins de 2 % des habitants des bidonvilles ont été relogés en un an et demi, soit 63 ménages* », estime le rapport.

Sur la CUB devenue Métropole, il y a environ 500 à 600 Roms dispersés dans une série de squats changeants.

Les premiers sont arrivés au début des années 2000 en tant que travailleurs sans papiers surexploités par les sous-traitants du chantier du tram. D'autres sont arrivés après 2007 avec l'intégration de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Europe. Et depuis, malgré les expulsions/destructions de bidonvilles qui se succèdent parfois accompagnées de charters de « *retours volontaires* »... le nombre de Roms est resté stable.

En revanche, ces expulsions ont rendu toujours plus précaire la situation déjà très difficile de ces familles. Elles les obligent régulièrement à retrouver, reconstruire de nouveaux squats à travers toute la Métopole, menaçant en permanence le travail d'intégration et de scolarisation des enfants entrepris avec l'aide des associations et de l'Éducation Nationale.

À côté de cette politique d'exclusion, la mairie de Bordeaux a mis en place une structure, la MOUS, chargée de sélectionner les familles « méritantes » qui se voient proposer une aide à l'intégration pendant 18 mois. Outre qu'il ouvre la porte à toutes les formes d'arbitraire administratif, ce dispositif ne concerne qu'une dizaine de familles et pour les centaines d'autres... c'est l'éternelle menace de l'expulsion, de la précarité, de la remise en cause de la scolarisation des enfants.

Loin de répondre à la situation de précarité de ces familles Roms, cette politique absurde de discrimination est un encouragement ouvert à leur stigmatisation, à la montée des pires préjugés racistes et anti-pauvres.

Sur le papier, il existe une directive européenne de 2004 garantissant la libre circulation, les Roms ont donc le droit comme tout citoyen européen de s'installer, se loger, travailler, scolariser leurs enfants où bon leur semble !

Mais si cette liberté existe pour les capitaux et les marchandises, elle ne s'applique en réalité pas toujours pour les êtres humains surtout les plus pauvres. Car derrière la stigmatisation des Roms, c'est d'abord et avant tout la chasse aux plus pauvres, aux victimes de la crise qui fuient la misère.

Extrait du rapport 2014 collectif national droits de l'homme Romeurope

Les Sahraouis, réfugiés politiques apatrides, refoulés à Bordeaux comme ailleurs

Plus de 200 Sahraoui ont vécu dans un camp sous le pont St Jean à Bordeaux, pendant presque 2 ans, en attente d'une régularisation comme réfugiés politiques. Ils ont vécu sous des tentes et abris précaires et ont vu leur campement détruit à deux reprises par la police. La seule solution de relogement (ouverte à Pessac depuis le 14 septembre) ne concerne que 57 d'entre eux, et dans des conditions bien en dessous de celles prévues par la Convention de Genève. Refusant cette fausse solution, ils sont restés groupés au camp jusqu'à l'annonce d'un nouveau démantèlement le 5 octobre dernier.

Au moins 2 personnes ont été placées en Centre de rétention administratif, plusieurs ont reçu des Ordres de Quitter le Territoire Français. De plus l'hiver arrive, l'obtention de logement en dur pour tous sera bientôt une question de survie...

La manifestation récente d'une vingtaine d'entre eux à La Réole devant l'entreprise qui loue leurs services à des viticulteurs en a révélé les conditions d'emploi auxquelles ils sont de surcroît soumis : emploi illégal, sans contrat de travail, sans fiches de paie, pour des salaires de misère...

Face à cela, les Sahraouis de Bordeaux ont besoin de soutien, de solidarité sans laquelle l'espoir fait place à la peur, la peur de déranger, la peur de s'affirmer. Le comité jeune du NPA33 intervient régulièrement auprès des Sahraouis et du collectif d'associations qui les soutient avec pour objectif de populariser au maximum leur situation et leurs conditions de vie. Cela passe par la diffusion de tracts, l'aide et le soutien à leur lutte pour faire valoir leurs droits.

Les Sahraoui, un peuple apatride

Les Sahraouis, originaires du Sahara occidental, ont été dépossédés de leurs terres en 1884 par l'installation du protectorat espagnol. En 1975, lorsque l'Espagne se retire, le Maroc s'accapare le territoire sous prétexte qu'il lui aurait jadis appartenu. En fait, c'est la présence de gisements de pétrole et de mines de phosphate qui constituent la raison véritable de cette annexion.

Dès 1975, une « marche verte » est organisée par le roi Hassan II : 350 000 Marocains sont déplacés de force afin qu'ils occupent le Sahara occidental. L'année suivante, sous prétexte de finir de chasser les colonisateurs espagnols, l'armée bombarde les villes sahraouies. C'est que le peuple sahraoui veut son indépendance et a proclamé la création de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

La guerre entre l'armée marocaine et le Front Polisario dure 16 ans, jusqu'à l'intervention de l'ONU en 1991, qui décide de l'organisation d'un référendum d'autodétermination. On l'attend toujours... La nationalité sahraoui n'existe donc pas pour la communauté internationale : les Sahraouis sont des «apatrides», ce qui complique encore plus leurs démarches administratives. Dans cette affaire, l'Etat français a toujours soutenu le Maroc.

Pessac : Bonjour l'accueil !

Le centre d'hébergement mis par la Préfecture à disposition des Sahraoui est bien loin de satisfaire les besoins en termes de nombre (57 sur 200). Il l'est aussi pour les conditions d'hébergement. Le local récupéré était un magasin de tondeuses à gazon, aménagé à la va vite. Le couchage (pour une durée prévue de 2 ans !) est constitué de lits de camp ! Les occupants n'ont aucune possibilité de faire de la cuisine et sont condamnés à passer la journée dehors, puisque le centre n'est ouvert que la nuit, de 19h30 à 8h30... On comprend leur révolte !

Toutes les semaines, une AG a réuni dans le camp les membres du comité de soutien et des représentants des Sahraoui pour faire le point sur la situation, envisager les actions futures... Mardi 15 septembre dernier, des camarades du NPA, dont Philippe Poutou, sont venus apporter le soutien de notre organisation.

L'exposition « *Migrants, sans-papiers… ouvrons les frontières ! Solidarité entre les peuples contre l'impérialisme* » a été réalisée à l'occasion de la fête du NPA33 d'octobre 2015.
Ce que nous écrivions alors garde toute son actualité d'autant que depuis plus d'un an la situation des migrants n'a fait que s'aggraver dans toute l'Europe.

Depuis le début de l'année 2016, plus de 300 000 personnes ont bravé les pires dangers pour rejoindre l'Europe en traversant la Méditerranée. 3900 sont mortes noyées, soit plus d'un millier de plus que sur la même période en 2015, car ces traversées aux mains de réseaux mafieux se font dans des conditions de plus en plus précaires et dangereuses.

Face à ce drame, depuis un an l'Europe n'a fait que se hérisser de nouvelles barrières, de nouveaux murs qui, tout en rendant le sort des migrants plus difficiles, n'empêchent pas le flot permanent de ceux qui fuient la misère et les horreurs d'une guerre qui s'intensifie en Syrie, en Irak ou en Libye.

Les États européens n'ont comme seule réponse que le renforcement des frontières et la volonté de sous-traiter la question des migrants à des pays hors de l'Union Européenne.

Ainsi en mars dernier, l'UE a passé un accord avec le dictateur Turc Erdogan, pour qu'en échange de 6 milliards d'euros et de la vague promesse de son adhésion à l'UE, la Turquie retienne les migrants « illégaux ». En octobre, c'est un accord avec l'Afghanistan qui prévoit le retour de 80 000 réfugiés afghans notamment suite à la destruction du camp de réfugiés de Calais. D'autres accords du même type sont en négociation avec la Libye ou le Soudan.

La question des migrants alimente en Europe les surenchères démagogiques des politiciens réactionnaires de droite comme de gauche.

En Hongrie, début octobre, le premier ministre Viktor Orban a essayé d'organiser un référendum contre l'accueil des réfugiés qui n'a heureusement pas atteint le quorum de 50% de votants.

En France, l'annonce, des 7500 places temporaires en CAO (Centre d'Accueil et d'Orientation) prévus pour les réfugiés de Calais dans 80 départements a donné lieu à des tracts, des manifestations anti-migrants le plus souvent à l'initiative du Front National, et même à des incendies volontaires. Ainsi, en Gironde, à Arès un conseil municipal exceptionnel a voté à l'initiative du maire LR une motion contre l'accueil de 50 migrants en septembre.

La destruction du camp de réfugiés de Calais s'inscrit dans cette logique de démagogie anti-migrants. Entre 6000 et 8000 réfugiés ont été dispersés à travers tout le pays soit disant pour des raisons humanitaires. Loin d'aider les migrants, ce démantèlement ne vise qu'à les isoler pour museler toutes les résistances et les solidarités.

Heureusement, les manifestations de soutien aux migrants se sont multipliées ces derniers mois.

Face aux manifestations anti-migrants, des contre manifestations de solidarité aux réfugiés ont rassemblé plus de monde comme ici à Bordeaux où 250 personnes avec une banderole « *welcome refugees* » ont fait face aux 80 manifestants d'extrême droite. A Arès contre la motion du maire, une pétition pour un accueil digne des migrants a recueilli plus de 2000 signatures.

C'est dans tous le pays que des manifestations, des gestes de solidarité ont lieu, et il est important qu'ils continuent à se développer pour changer le climat et que ce soit la solidarité qui l'emporte sur le poison de la division et du racisme.

Affirmer notre solidarité avec les migrants, c'est exiger la liberté de circulation et d'installation pour tous, le respect du droit d'asile, la régularisation de tous les sans-papiers.
C'est aussi dénoncer et combattre notre impérialisme, fauteur de guerre et de pillage au Moyen-Orient et en Afrique.